

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 19 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 19 décembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	18	4

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/12/344

**CONVENTION DE
REVERSEMENTS
PÉRIODIQUES D'ACOMPTES
À L'AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MEDITERRANÉE
CORSE AU TITRE DES
SOMMES PERÇUES POUR
LA REDEVANCE SUR LA
CONSOMMATION D'EAU
POTABLE**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBRON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à M. Laurent JEROME, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Corinne CHENET ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Anaïs DIR ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Robert CAVANNA, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Philippe LEROY ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI.

ABSENTS :

Mme Basma BOUCHKARA, M. Anthony CIVETTINI, Mme Pascale JANVIER, M. Bruno ROURE.

Séance Publique du 19 décembre 2024

N° D'ORDRE : 24/12/344

**O B J E T : CONVENTION DE REVERSEMENTS PÉRIODIQUES
D'ACOMPTES À L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE
MEDITERRANÉE CORSE AU TITRE DES SOMMES
PERÇUES POUR LA REDEVANCE SUR LA
CONSOMMATION D'EAU POTABLE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2224-12-2 à L.2224-12-4, et L.1611-7-1,

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.213-10-1 à L.213-11-17 et D.213-48-12-1 à D.213-48-39-1,

VU le décret n° 2017-175 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2024-787 du 9 juillet 2024 portant modification des dispositions relatives aux redevances des Agences de l'eau,

VU l'article 101 de la Loi de finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 modifiant le dispositif de redevances des Agences de l'eau, et instaurant à compter du 1^{er} janvier 2025 une redevance sur la consommation d'eau potable, une redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et une redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

VU l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et une redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

VU la délibération n°2024-19 du 27 juin 2024 du Conseil d'Administration de l'Agence de l'eau portant sur le projet de taux des redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme, notamment son article 2.3,

VU l'avis de la Commission des Finances et Administration Générale en date du 9 décembre 2024,

VU l'avis de la Commission Eau et Assainissement en date du 18 novembre 2024,

CONSIDERANT que les anciennes redevances « pollution domestique » et « modernisation des réseaux de collecte » sont supprimées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en sa qualité d'organisme collecteur de la redevance sur la consommation d'eau potable sur le périmètre de sa Régie de l'eau, devra reverser à l'Agence de l'eau les sommes perçues au titre de cette redevance pour les années 2025 et suivantes,

CONSIDERANT que le calendrier annuel de reversement de la redevance sera proposé chaque année par l'Agence de l'eau en fonction des encaissements prévisionnels et donnera lieu à des versements périodiques d'acomptes,

CONSIDERANT que la déclaration des sommes perçues au cours de l'année doit être souscrite auprès de l'Agence de l'eau avant le 1^{er} avril de l'année suivante, et donnera lieu au versement du solde des sommes dues,

CONSIDERANT que la convention de reversement des acomptes signée le 19 novembre 2018 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse est rendue caduque à compter du 1^{er} mars 2025,

CONSIDERANT qu'il convient donc de signer une nouvelle convention ayant le même objet,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention relative aux reversements périodiques d'acomptes à l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse au titre des sommes perçues pour la redevance sur la consommation d'eau potable.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention relative aux versements périodiques d'acomptes à l'agence de l'eau Rhône méditerranée corse au titre des sommes perçues pour la redevance sur la consommation d'eau potable.

ARTICLE 3

D'AFPECTER les recettes afférentes au budget annexe de l'eau potable au chapitre 70, opérations 42020 et 43020.

ARTICLE 4

D'AFPECTER les dépenses correspondant au reversement à l'Agence de l'eau au budget annexe de l'eau potable article 6378, opérations 42020 et 43020.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer tous les documents et actes administratifs relatifs à l'exécution de cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Béatrice VEYRAT-MASSON

Le secrétaire de séance

POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 0





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**agence
de l'eau**

**RHÔNE
MÉDITERRANÉE
CORSE**

**CONVENTION DE VERSEMENTS PERIODIQUES D'ACOMPTES A L'AGENCE DE L'EAU RHONE
MEDITERRANEE CORSE AU TITRE DES SOMMES PERCUES PAR LES EXPLOITANTS DES
SERVICES D'EAU CONCERNANT LA REDEVANCE SUR LA CONSOMMATION D'EAU POTALE**

ENTRE :

- d'une part, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, représentée par Monsieur MOURLON, Directeur général, dénommée ci-après « l'agence » ;

ET :

- d'autre part, _____, représenté par _____ dûment mandaté à cet effet, dénommé ci-après « l'organisme collecteur ».

CONSIDERANT :

- l'article L.213-10-4 du code de l'environnement qui instituent :
 - la redevance sur la consommation d'eau potable,
 - les modalités de perception de cette redevance par les organismes collecteurs, en charge de la perception du prix de l'eau,
- les articles D. 213-48-35 et R. 213-48-37 du code de l'environnement relatifs aux modalités de reversement des sommes perçues au nom de l'agence par l'organisme collecteur concernant la redevance précitée,

il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention concerne le reversement à l'agence des sommes perçues au titre de l'année 2025 par l'organisme collecteur. Elle est tacitement reconductible sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

Article 2 – Fixation du calendrier annuel de reversement des redevances

Chaque année, avant le 1^{er} décembre, l'agence propose à l'organisme collecteur un calendrier de reversement des sommes perçues par ce dernier au nom de l'agence au cours de l'année suivante, en tenant compte des modalités de facturation du prix de l'eau, des pourcentages d'encaissement des factures dans le temps, du taux de la redevance et des volumes facturés.

Dans un souci de simplification, ce calendrier de reversement peut être établi à partir des montants des acomptes fixés pour l'année précédente, actualisés en tenant compte des



Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
DRIM-Service Redevances Domestiques
2-4, allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

**SAUVONS
L'EAU !**

évolutions de plus ou moins 5% des sommes prévisionnelles attendues pour l'année à laquelle se rapporte le calendrier proposé.

L'organisme collecteur dispose d'un délai de deux mois pour faire part de son acceptation ou proposer des modifications justifiées. L'absence de réponse de ce dernier au courrier de l'agence vaut acceptation tacite.

En cas d'évolution sensible et dûment justifiée des sommes attendues au titre d'une année donnée, ce calendrier peut être modifié en cours d'année, d'un commun accord, sur la base d'un échange de courrier.

Article 3 – Versements périodiques des acomptes à l'agence

Les versements des acomptes à l'agence sont effectués sur présentation par cette dernière d'un titre de recette émis au nom de l'organisme collecteur avant chaque échéance fixée.

Article 4 – Modalités de reversement du solde des sommes perçues

En application de l'article L.213-11 du code de l'environnement, la déclaration annuelle des sommes perçues au cours de l'année doit être souscrite auprès de l'agence avant le 1^{er} avril de l'année suivante. Le versement du solde des sommes dues à l'agence, c'est-à-dire la différence entre les sommes perçues et les acomptes précédemment versés, est effectué sur présentation par cette dernière d'un titre de recette émis au nom de l'organisme collecteur.

Les dispositions prévues à l'article L.213-11-7 du code de l'environnement sont applicables à la présente convention.

Lu et accepté par l'organisme collecteur

Fait à _____, le _____

(Signature)

Lu et accepté par l'agence

Fait à Lyon, le _____

Le Directeur Général,

Nicolas MOURLON